

par l'Afrique du Sud contre l'Angola. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a répondu : "Nous avons condamné et continuons à condamner l'agression pratiquée par l'Afrique du Sud contre l'Angola. Nous pensons que l'occupation de la Namibie est illégale, comme le sait le député. Nous trouvons que le problème devrait être résolu conformément à la résolution du Conseil de sécurité, que le député connaît bien. Cette initiative s'inscrit dans la vague de violence qui se manifeste en Afrique du Sud et qui persistera tant que le régime d'apartheid existera."¹⁴

En 1988, plusieurs parlementaires chez les libéraux et les néo-démocrates ont fait des interventions pour réclamer une rupture des relations économiques et diplomatiques du Canada avec l'Afrique du Sud. Le gouvernement conservateur a maintenu sa position telle qu'exposée lors de sa déclaration en Chambre le 2 mars 1988.

Le 25 mars 1988, le député libéral André Ouellet a interrogé M. Joe Clark sur l'aide canadienne au Mozambique compte tenu de la famine qui sévit là-bas et considérant que le programme d'aide bilatérale, annoncé en janvier, ne débutera qu'à la fin de 1989. M. Clark s'est dit prêt "à considérer tous les moyens qui peuvent assurer une aide canadienne avec toute la vitesse possible dans les circonstances actuelles". M. Ouellet a par la suite rappelé les efforts constants du gouvernement de l'Afrique du Sud pour déstabiliser le gouvernement du Mozambique, ce qui ne fait qu'exacerber, selon lui, les problèmes que connaît ce pays.¹⁵

Le 29 mars, M. Ouellet a de nouveau pris la parole, cette fois-ci relativement aux incursions de l'Afrique du Sud contre des pays voisins, soulignant entre autres une attaque récente contre le Botswana. Il a mentionné : "J'exhorte le gouvernement du Canada à condamner cette incursion au Botswana et à exercer davantage de pressions sur le gouvernement de l'Afrique du Sud pour l'inciter à mettre fin à ses incursions menaçantes dans les pays voisins qui, contrairement à l'Afrique du Sud, essaient de se développer sans racisme."¹⁶

¹⁴ Débats de la Chambre des communes, 3 novembre 1987, p. 10682.

¹⁵ Débats de la Chambre des communes, 25 mars 1988, p. 14132.

¹⁶ Débats de la Chambre des communes, 29 mars 1988, p. 14237.